

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 22 mai au 4 juin 2017 > n° 26 • 1,50 € • ISSN 2268-7602



Finances, effectif, infrastructures

Le Racing face aux enjeux de la Ligue 1

Speaker, la parole aux cités

Le 28 avril, le média strasbourgeois fêtait le lancement de son site au Neuhof. Inspiré du Bondy Blog, il souhaite s'implanter dans les quartiers pour en montrer une autre image.

On arrive et on arrive fort ! », s'exclame Gwénaël Bertholet, lors de la soirée de lancement du site web Speaker, le 28 avril. Il est, avec Nora Tafiroult et Hakim El Hadouchi, l'un des trois membres fondateurs de ce nouveau média qui se veut la voix des quartiers de Strasbourg.

En réalité, le véritable acte de naissance de Speaker remonte à 2009, lors d'une rencontre au forum de la démocratie, entre Hakim El Hadouchi, chargé de mission pour l'insertion professionnelle à l'Eurométropole, Nora Tafiroult, juriste spécialisée en droit des affaires, et Nordine Nabili, président du Bondy Blog. Ce média, né au moment des émeutes dans les quartiers de la banlieue parisienne en 2005, à l'initiative d'un journaliste et d'un réalisateur, fait référence. L'idée de développer un projet similaire à Strasbourg est dans l'air. Elle se concrétisera à l'occasion du dixième anniversaire du Bondy Blog, fêté à Strasbourg, au Neuhof en 2015.

Gwénaël Bertholet, vidéaste à l'association Kapta, spécialisée dans la captation visuelle et les ateliers

15 participants au comité de rédaction se réunissent une fois par mois.

50 vidéos ont été mises en ligne par le collectif depuis 2015.

■ Nora Tafiroult rappelle le travail effectué lors des ateliers du collectif devant un public d'une cinquantaine de personnes.

d'initiation à l'audiovisuel, rejoint alors l'aventure. Le 9 mars 2015, Speaker voit le jour grâce à la « *convergence de trois volontés et sensibilités* », résume Hakim El Hadouchi. Le futur média web remporte la Bourse aux idées, un appel à projets organisé par l'Eurométropole, et décroche 7000 euros. Il s'en suit une implantation de deux ans dans le Neuhof, véritables « *années d'incubation* » pour Hakim El Hadouchi. L'expérimentation permet aux nouveaux adhérents de comprendre les médias et de se former à leurs usages grâce à des ateliers et des masterclasses. Une vingtaine d'habitants du Neuhof, âgés de 12 à 37 ans, filment, photographient et écrivent sur la vie de leur quartier, sur leurs passions. Fin avril, enfin, le site web de Speaker est présenté au public.

Un espace de diffusion

« *Montrer une autre vision du monde et des quartiers par ceux qui y habitent* », c'est ainsi que Mathieu Cahn, adjoint au maire de Strasbourg en charge du soutien de la vie associative, décrit l'ambition de Speaker. Les vidéos, encadrées par l'association Kapta, sont

disponibles en ligne. En revanche, deux semaines après le lancement du site web, aucun article n'est encore consultable. Les textes sont entre les mains d'Ophélie Gobinet, journaliste pour Europe 1, chargée de les relire avant chaque publication. La jeune femme se dit « *ravie que Speaker voie enfin le jour* ».

Ceux qui en parlent le mieux

Anis Jemai, 31 ans, habitant de l'El-sau, a rejoint l'équipe il y a un an avec l'« *espoir que Speaker ait sa place dans le paysage médiatique strasbourgeois* ». Car cet « *enfant de la télé* », comme il le dit lui-même, est convaincu que ceux qui parlent le mieux des quartiers sont ceux qui y habitent. Il a rédigé un premier article consacré aux espoirs et désillusions de collégiens et lycéens des quartiers rêvant d'intégrer un centre de formation au football.

D'autres se sont penchés sur les élections présidentielles ou encore sur le harcèlement scolaire. Khoutir Khechab, directeur du centre socio-culturel du Neuhof, observe les premiers pas de ce projet : « *Aujourd'hui ils sont en train de se structurer et n'ont pas la force de frappe nécessaire. À terme, on aura dans les quartiers des vidéos et des articles de qualité.* »

Mais Speaker n'est pas seul sur le terrain. Pour Khalifa Ayadi, fondateur du blog de quartier Planète Neuhof, il s'agit d'une « *belle initiative* », ce qui ne l'empêche pas de craindre un « *projet bling bling sans action derrière* ». Son site, qui publie de temps à autre des tribunes, se veut un lien entre les habitants et le relais des actions du quartier.

L'objectif principal des membres de Speaker est de s'étendre. Il s'agit de « *construire des ponts avec les autres quartiers de Strasbourg, tisser un réseau mais sans frontière territoriale. La culture est la même, les problématiques aussi* », conclut Nora Tafiroult.

Laurie Colinet



Laurie Colinet / Cuej

Haro sur le bruit

L'avenue du Rhin est l'un des axes les plus fréquentés de Strasbourg. Les nuisances sonores gênent les riverains mais les autorités n'ont pas encore trouvé la parade au transit des camions.

L'avenue du Rhin, qui s'étend du complexe Rivetoile jusqu'au Jardin des deux rives, est l'un des axes les plus bruyants de Strasbourg. Malgré sa grande largeur, ce qui réduit l'impact sonore sur les habitations, elle est classée niveau 2 concernant le bruit lié au trafic routier (sur une échelle de 1 à 5 ; 1 étant le plus bruyant), par un arrêté préfectoral de 2013. A titre de comparaison, la ligne de train LGV-Est est classée 1.

Pourtant, c'est aussi le long de cet axe que se dresse l'éco-quartier Danube, projet promouvant les habitations économes en énergie et innovantes en termes de vie et de mixité sociale. « Effectivement, cet axe est problématique », concède Christel Kohler, adjointe au maire, mais c'est aussi une question urbaine. »

« La question du bruit des axes routiers a été prise en compte dès la conception du plan directeur du quartier Danube », assure Alain Chiesa, directeur opérationnel adjoint de la SERS (Société d'équipement de la région de Strasbourg). La société qui pilote l'aménagement de l'éco-quartier. En 2011 ont été réalisées des études acoustiques avec des simulations de diffusion du bruit. « Ces éléments ont permis à chaque promoteur de définir les modalités constructives au niveau des façades » (qualité des vitrages, traitement des entrées d'air, composition des façades...).

Double-vitrage dans l'ancien

Johan habite dans la rue de l'Elbe dans un immeuble de l'éco-quartier composé de logements étudiants. « Au moment de choisir le studio, j'ai pris celui qui donnait sur l'avenue du Rhin. Il n'y avait pas de vis-à-vis et on n'entend quasiment aucun bruit, sauf quand on ouvre la fenêtre. »

Si dans le bâti neuf, les normes obligent à une bonne performance acoustique, dans l'ancien, il faut souvent réaliser des travaux. Merna, jeune active, habite dans



Paul Boulben / Cvej

30 000 véhicules passent en moyenne chaque jour sur l'avenue du Rhin.

1992

loi-cadre « bruit ».

1999

un arrêté prévoit pour la première fois une norme acoustique pour la construction de logements neufs.

2002

une directive européenne oblige à établir un plan de prévention du bruit sur les axes routiers où circulent plus de 8000 véhicules par jour.

la résidence Gustave Doré, près du stade Bruckhoff : « Une partie des résidents a demandé aux propriétaires de changer les fenêtres, et d'utiliser le système de double vitrage, ce qui est déjà le cas dans les nouvelles constructions de l'éco-quartier par exemple. »

« Je n'arrivais plus à dormir »

Shakepa Zohra a emménagé dans le secteur en 2010 dans un logement HLM près de la station Aristide Briand (tram D). Son appartement possède une terrasse donnant sur la route. « Au début, je n'arrivais plus à dormir, ni travailler. Enfin, on a mis d'autres fenêtres, on les laisse toujours fermées mais ça ne change pas grand chose. » Pour elle, une nouvelle nuisance vient de s'ajouter, celle émise par le tram. « On entend le bruit du matin au soir » affirme-t-elle.

Aussi important que le double-vitrage dans l'ancien, les cloisons. « Si on désolidarise les murs, cloisons et plafonds, le son se transmet moins facilement. L'idée est de faire une boîte dans la boîte », explique Robin Jacquemin, spécialiste acousticien chez Pro-Isophony à Strasbourg. Avec, par exemple, des faux-plafonds.

L'avenue du Rhin voit passer plus

de 30 000 véhicules par jour, dont 4000 camions. C'est le principal axe pour rejoindre le port de Strasbourg, Kehl, et l'autoroute allemande reliant Francfort à Bâle. Depuis mai 2012, un arrêté municipal y interdit le transit des poids lourds de plus de six tonnes, semi-remorques comme camions frigorifiques. Mais il suffit d'observer le trafic pour constater qu'il n'est pas respecté. « C'est le rôle de la police nationale d'effectuer les contrôles. Elle peut par exemple sanctionner le transit des grands camions pendant la nuit », argumente Christel Kohler.

L'espoir du boulevard urbain

La SERS espère toutefois une réduction du bruit à la source : « La baisse du trafic passe par le réaménagement progressif de l'ancienne RN4 en boulevard urbain et son intégration à la ville. »

Un espoir déjà formulé par le passé : en 2002 avec l'inauguration du pont Pflimlin sur le Rhin, le transit des poids lourds allant en Allemagne aurait dû être dévié par le sud sur la N353 qui rejoint Offenbourg.

**Paul Boulben
Shaza Maddad**

Parking cherche emplacement

Lancé par le maire Roland Ries, le projet d'ouvrage souterrain avenue de la Liberté oppose les commerçants aux riverains.



Camille Langlade / Cuej

parkings Gutenberg, Austerlitz et Bateliers sont proches de la saturation le samedi. Celui des Halles dispose de 2500 places mais n'est rempli qu'au quart, car trop difficile d'accès », poursuit Jonathan Naas. « Les 11 500 places payantes en voirie du centre-ville restent insuffisantes », corrobore Céline Genzwurker-Kastner, directrice juridique et des politiques publiques à l'Automobile Club, association d'automobilistes.

Requalifier ou défigurer ?

Là où le bât blesse, c'est que ce futur parking se situe en pleine Neustadt, le quartier allemand dont le dossier de classement au patrimoine mondial de l'humanité est en examen. Pour Gilles Huguet, président de l'association Piéton 67, « ce projet disparaîtra dès lors que la Neustadt sera classée Unesco ». Certains riverains craignent en outre que les travaux ne dénaturent cette allée historique et symbolique, reliant le « centre du pouvoir », le palais du Rhin, au « centre du savoir », le palais universitaire. « C'est incroyable que l'on puisse envisager de tels travaux sur une avenue si emblématique », réagit Jean-Luc Dejeant, président de l'association des quartiers centre-est de Strasbourg. Les rampes d'entrée et de sortie du parking défigureraient selon lui la perspective. « Au contraire », rétorque Jonathan Naas, qui en défend la « totale cohésion », car ce parking ferait partie d'un plan d'urbanisme plus large de requalification, destiné à rendre à ces allées leur « gloire d'antan ». Élargir les trottoirs, créer des pistes cyclables et supprimer les places de stationnement existantes entre les arbres : telles sont les idées avancées par les urbanistes ; « même si rien n'est encore planifié », précise-t-il.

La décision de l'Unesco, attendue début juillet, changera-t-elle la donne ? Déjà classé au plan de sauvegarde et de mise en valeur, le secteur serait soumis à plus de contraintes en cas d'inscription au patrimoine mondial.

Camille Langlade

Un parking au nord-est de Strasbourg. Pour honorer sa promesse de campagne, Roland Ries a annoncé fin avril qu'un projet était en cours : 400 places seraient créées sous les avenues de la Liberté et Victor Schoelcher. Mais cette perspective ne fait pas que des heureux dans cette partie de la Neustadt, candidate au patrimoine mondial de l'Unesco.

Une répartition inégale des places

Les heureux, ce sont surtout les commerçants, auprès desquels le maire s'était engagé en 2014 pour « un parking de compensation face à la piétonisation de l'ellipse insulaire », assure Pierre Bardet, directeur de l'association de commerçants Les Vitrites de Strasbourg. Le futur parking souterrain représente pour lui un compromis pragmatique et intelligent pour les clients qui se plaignent d'avoir du mal à se garer près du centre-ville. « Le tram est bondé aux heures de pointe et les gens qui viennent de loin préfèrent se garer à proximité. »

Envisagé place de Bordeaux, le premier projet avait été abandonné ; jugé trop éloigné et peu rentable. Un nouvel emplacement a alors été choisi : la grande

■ **La construction du parking en pleine Neustadt, candidate à un classement Unesco, fait débat.**

11 800

places de stationnement payantes en voirie, dans le centre de Strasbourg.

92%

Le taux de remplissage des places en voirie dans l'hypercentre, en journée la semaine.

artère reliant le palais du Rhin au palais universitaire. « Il fallait trouver une avenue assez large pour accueillir une telle structure mais de faible circulation pour ne pas semer la pagaille », explique Jonathan Naas, chef du service stratégie et gestion du stationnement de l'Eurométropole. Les travaux devraient en effet durer minimum deux ans et stopper la circulation sur l'avenue des Vosges, par exemple, aurait posé problème. « Bref, résume-t-il, c'est le parking qui manque à un maillage efficace autour de la grande île. » Il vise à en limiter les entrées et son contournement pour les personnes qui arrivent par le nord de la ville notamment.

L'agence de développement d'urbanisme et de l'agglomération strasbourgeoise (Adeus) a mis en place l'an dernier un « Observatoire du stationnement », en partenariat avec la société publique Parcus. Selon son premier rapport, l'offre de stationnement à Strasbourg est « conséquente mais inégale ». Dans le quartier allemand, il y a uniquement des places en voirie, tandis que le secteur de la gare et des Halles concentre celles en ouvrage. Ce projet viendrait donc répondre à un problème de répartition plus qu'à un problème de capacité. « Au sud de la grande île, les

Quand voter devient un parcours du combattant

L'élection présidentielle ne s'est pas passée comme prévue pour quelque 2000 électeurs. Radiés des listes pour des changements d'adresse non signalés, certains cherchent à récupérer leur droit.

Mardi 25 avril, une trentaine de personnes sont réunies devant le tribunal d'instance de Strasbourg. Au premier tour de l'élection présidentielle dimanche 23 avril, elles se sont vu refuser le droit de déposer leur bulletin dans l'urne. 2000 Strasbourgeois sont concernés et, pour beaucoup d'entre eux, c'est l'incompréhension. « *Mon épouse qui réside au même domicile que moi n'a pas pu voter, et moi si* », explique Franck Steinel, la cinquantaine, devant les personnes présentes au tribunal. Pour lui, la mairie a choisi un moyen invalide pour notifier la radiation : l'envoyer à la dernière adresse connue, qui, pour certains, peut remonter à plus de 20 ans. Quant à cette retraitée, sa situation est cocasse. Assesseuse de 7h30 à 15h lors du premier tour, elle ne peut pas voter quand elle se présente devant l'urne. « *Si je ne retrouve pas mon droit de vote rapidement, je suis prête à intenter un procès* », menace-t-elle.

« C'est un combat judiciaire coûteux en temps »

Tous ont été rayés de la liste électorale pour un changement d'adresse non déclaré. « *Pour les impôts, bizarrement la mairie connaît notre adresse, mais pour les cartes électorales, c'est une autre histoire* », ironise un sexagénaire. Les requérants veulent faire reconnaître juridiquement que la municipalité n'a pas fait « diligence », c'est-à-dire n'a pas fait tout ce qui est en son pouvoir pour retrouver la bonne adresse des « radiés ». A la mairie, on affirme que c'est bien « *aux citoyens de vérifier leur situation électorale* ». Et Eric Schultz, adjoint au maire en charge de l'état civil, de rappeler aussi qu'une « *campagne de communication numérique* » a été mise en place par la Ville. Après le premier tour, les radiés s'organisent. Laure Huber crée la page

16 000

électeurs qui ont été supprimés des listes électorales en 2016.

150

personnes qui ont intenté une procédure judiciaire devant le tribunal d'instance pour pouvoir voter au second tour.

■ Une trentaine de radiés s'est regroupée devant le tribunal d'instance de Strasbourg le mardi 25 avril.

Facebook « Les radiés du premier tour Présidentielle-Strasbourg », communauté active visant à rassembler les déshérités du droit de vote. Avec d'autres, elle se lance alors dans un « *combat judiciaire coûteux en temps* ». Un combat qui débouche aussi sur un imbroglio.

Saisi le jour même du premier tour, le tribunal d'instance de Strasbourg a d'abord rendu deux séries de décisions pour débouter les recours. Le dimanche 23 avril, au motif que les électeurs n'ont pas notifié leurs changements d'adresse auprès de la mairie ; la semaine suivante, considérant que le dépôt des recours était hors délais. Avec l'aide de Me Sandra Isly, elle aussi privée de son droit de vote, et de Me François Stehly, les requérants se pourvoient en cassation. Le vendredi 5 mai, l'instance judiciaire accepte de rouvrir les délais de recours, redonnant aux radiés de toute la France l'espoir d'être réinscrits sur les listes électorales.

« Un vrai problème démocratique »

Un espoir vite douché. Dimanche 7 mai, alors que d'autres « radiés » se présentent aux services administratifs de la Ville puis au tribunal d'instance,

le juge de permanence refuse leurs recours, se déclarant incompétent pour juger de la faute matérielle de la commission électorale. Etait-ce alors du ressort du tribunal administratif ? *A priori* non puisque, saisi en référé-liberté, il s'était déclaré incompétent lui aussi quelques jours avant.

Eric Schultz reconnaît qu'il y a « *un vrai problème démocratique* ». Même si l'élu aimerait « *que tout le monde puisse voter* », les décisions des juges sont « *souveraines* », il ne peut donc pas réinscrire les gens sur les listes. « *On serait de l'excès de pouvoir* », explique-t-il.

Le jugement du 7 mai a suscité l'indignation d'une quarantaine de « radiés », amassés au Palais de justice. Beaucoup ne comprennent pas les décisions contradictoires des juges. Tentant de les rassurer, Mes Isly et Stehly affirment « *qu'ils ne lâcheront rien* », incitant les radiés à intenter en masse de nouveaux recours devant la cour de cassation. Chose faite. Retour à la case départ donc, mais le combat continue. Avec l'espoir de voter aux élections législatives des 11 et 18 juin.

**Paul Boulben
Romane Viallon**





Baptiste Dechame / Cuij

Rétropédalage sur les amendes minorées

Après une expérience mitigée, la ville explore désormais de nouvelles pistes pour la cohabitation entre les différents modes de transport.

Depuis le 1^{er} mai, griller un feu rouge à vélo coûte à nouveau 90 euros. Après cinq ans d'expérimentation, le procureur de la République Michel Senthille et le maire Roland Ries ont annoncé, fin avril, la fin des amendes minorées pour les cyclistes.

Pour les autorités en effet, les résultats de l'expérimentation ne sont pas concluants. D'après le procureur, le nombre d'accidents impliquant un cycliste a augmenté fortement (105 en 2016 contre 66 en 2015 sur la seule ville de Strasbourg), après pourtant quatre années de baisse consécutives. Et ce, malgré une hausse importante du nombre d'amendes délivrées par la police.

Fabien Masson, directeur de l'association Cadr 67, rappelle cependant que la méthode de comptage de ces accidents a changé en 2016. Tous ceux qui entraînent le déplacement des forces de police sont désormais comptabilisés, là où ne l'étaient auparavant que les accidents ayant provoqué une incapacité totale de travail. L'augmentation du nombre de verbalisations serait, quant à elle, la conséquence directe de la minoration, et non celle d'une augmentation des comportements à risque. Enfin, le nombre de cyclistes a, lui aussi, augmenté sur la période.

■ Pour avoir grillé un feu rouge, ce cycliste risque 90 euros d'amende.

Ces amendes adaptées devaient inciter la police à sanctionner davantage, les forces de l'ordre ayant tendance à « sous-sanctionner » les cyclistes en raison du montant des amendes. Et la verbalisation avait pour but de sensibiliser sur les conséquences des infractions cyclistes.

Des risques qui concernent surtout les utilisateurs de vélo eux-mêmes. Le professeur Philippe Liverneaux, chirurgien orthopédique au centre SOS main d'Illkirch, voit ainsi

Tolérance cycliste

La minoration des amendes s'appliquait depuis 2012 au franchissement des feux rouges, au non respect des stops et des sens-interdits, au refus de priorité, y compris vis à vis des piétons, ainsi qu'au fait de téléphoner au guidon ou de porter un casque audio. Toutes ces infractions étaient passibles d'amendes de quatrième classe allant de 90 à 375 euros, comme les automobilistes. La Ville de Strasbourg, en accord avec le Parquet et la préfecture, avait choisi de les abaisser à 45,60 euros pour rendre la sanction plus acceptable pour les cyclistes en infraction.

passer beaucoup de poignets de cyclistes traumatisés par les chutes, et alerte sur le risque méconnu d'hémorragie de la rate, une blessure «*gravissime, qui peut entraîner la mort*» lorsque le guidon percute l'abdomen.

Pacifier la cohabitation

Au-delà de la prévention, cette sanction minorée devait rendre les cyclistes attentifs à la cohabitation entre tous les moyens de transport. Une préoccupation de la Ville qui s'incarne dans d'autres actions. Des panneaux encourageant les piétons à respecter les pistes cyclables et les cyclistes à adopter un comportement responsable. La municipalité souhaite aussi lutter contre la gêne occasionnée par les vélos roulant trop vite dans les rues piétonnes de l'hypercentre en encourageant les cyclistes à descendre de leur bicyclette. Comment ? Grâce à la «*multiplication des zones de stationnement vélo autour du plateau piétonnier*», explique Jean-Baptiste Gernet, conseiller eurométropolitain en charge des mobilités. Il en existe déjà à plusieurs endroits, notamment rues des Grandes Arcades et du 22 Novembre.

D'autres mesures viennent s'y ajouter. Les zones de rencontre, où piétons et cyclistes côtoient voitures qui roulent au pas, se développent, rue des Frères et rue des Juifs par exemple. La réfection des voies du quai des Bateliers entre aussi dans cette réflexion, notamment en ne laissant qu'une voie de circulation automobile en sens unique et en développant l'espace piéton et cyclable. «*C'est bien, mais c'est pas l'extase*», regrette le directeur de Cadr67.

Dernière trouvaille : les vélorues, dont la première a été inaugurée le 11 mai, rue de la Division Leclerc. Le concept consiste, dans les rues à faible circulation, à permettre au cycliste de rester au milieu de la chaussée, suivi par les voitures, plutôt que de circuler sur les trottoirs. Quant aux pistes cyclables, l'avenir devrait passer par leur intégration à la chaussée, en réduisant la vitesse des voitures. «*On aimerait que les trottoirs restent seulement pour les piétons*», rappelle Gilles Huguet, président de Piétons67.

Question cohabitation, le problème reste toutefois le respect mutuel. «*Notre position, c'est que la rue est un espace qui se partage, qui suppose une cohabitation maîtrisée*», explique Céline Genzwurker-Kastner, directrice des politiques publiques à l'Automobile Club Association de Strasbourg. *Il s'agit d'avoir une attention particulière aux autres.* » La Ville tire dans le même sens. D'ici septembre, une nouvelle politique de communication à grande échelle va être déployée via des panneaux explicatifs à destination des automobilistes, cyclistes et piétons.

«*On fait de la communication pour se donner l'illusion qu'on fait quelque chose, mais on ne s'attaque pas au problème de la cohabitation*», déplore Fabien Masson en ajoutant : «*On voit en 2018, mais pas en 2020... Pourquoi ne pas réfléchir à un plan général de la mobilité à vélo?* » Pour lui toutefois, le problème est également culturel : «*En Allemagne, tous les cyclistes descendent de leur vélo quand il faut.* » Pour garder son rang au niveau européen, le nombre de kilomètres de pistes cyclables de Strasbourg ne sera pas suffisant...

**Anne Mellier
Baptiste Decharme**

2688

C'est le nombre d'amendes délivrées aux cyclistes par les forces de police.

1702

pour non-respect du feu rouge.

544

pour usage du téléphone portable.

349

pour port d'écouteurs ou de casque sonore.

8

C'est le nombre de cyclistes tués suite à un accident de circulation.

Feuilleton familial au tribunal

En mai, le tribunal correctionnel a eu tendance à se transformer en épisode de soap de mauvais goût.

Elle est très difficile à supporter, c'est Santa Barbara j'vous assure ! » À la barre du tribunal correctionnel de Strasbourg, Milhat M., 39 ans, évoque sa compagne. C'est l'excuse trouvée par cet électricien qui a renversé et blessé un cycliste avec son fourgon, après avoir bu deux bières et trois verres de vin en 45 minutes. Mal garé près du quai des Bateliers, il était ressorti de chez lui en hâte, saoul, pour déplacer le véhicule. Avec déjà neuf condamnations pour des affaires de stupéfiants et des délits routiers, son explication ne convainc pas le juge Alain Hahn. Son avocat tente une autre approche : «*Il n'a pas fui et a même appelé les secours.* » «*Encore heureux !* », s'exclame Alain Hahn avant de condamner le conducteur à six mois de prison ferme, et une suspension du permis pour huit mois.

Si certains se croient dans un feuilleton, d'autres sont carrément hors de la réalité. «*Vous souhaitez travailler comme nourrice ?* », demande le président Hahn à une mère de famille de 39 ans, à la barre pour corruption aggravée sur mineur. «*Je ne vous le conseille pas !* », enchaîne-t-il. Elle est accusée d'avoir fait poser sa fille de 13 ans, nue, dans des attitudes érotiques, profitant du retard intellectuel de l'adolescente. Elle publiait les photos sur Twitter, avec des messages crus : «*Je cherche un mec pour s'occuper de moi et de ma fille quand mon mec n'est pas là.* » Ce dernier, âgé de 59 ans, comparait aussi. Déjà condamné pour agressions sexuelles sur mineur, il recevait de la part de sa concubine des images d'autres adolescentes dénudées.

L'échange était bien huilé : la prévenue envoyait les photos de sa fille à Emilie, une prétendue jeune fille de 16-17 ans, en réalité un homme d'une cinquantaine d'années. Ce dernier livrait en échange d'autres photos, que la mère de famille transmettait à son «*mec* ». Lors de ses réquisitions, la procureure Sonia Loos tance : «*Jusqu'où étiez vous prête à aller pour assouvir vos fantasmes ?* » Silence de la prévenue. Elle tente : «*Avez-vous une pensée pour votre fille ?* » Silence encore. «*Immaturité parentale abyssale* », «*pas très attachée à la vérité* », «*se présentant comme simplette* » dit l'expertise psychiatrique de cette mère à l'air absent. Au psychiatre, elle a toutefois avoué avoir «*baratiné* » sa fille pour la convaincre.

Le père, lui, jure qu'il ne savait rien de l'échange et qu'il «*n'aurait jamais pensé ça d'elle* », sans un regard vers sa concubine. Attiré par «*les femmes africaines et les jeunes filles* », il se satisfaisait des photos envoyées par sa compagne, sans s'expliquer leur provenance. Son conseil Me Gauthier Bautz tempère les actes de son client : «*C'est moins grave de toucher avec les yeux.* »

L'avocat de la mère, Me Guillaume Delord, fait état d'un «*contexte familial sordide* » où «*tout est réuni pour l'infamie* », tout en regrettant que sa cliente «*n'ait rien expliqué* ».

La prévenue est condamnée à 15 mois d'emprisonnement dont neuf avec sursis. Son autorité parentale lui est retirée. Le tout est assorti d'un suivi sociojudiciaire de trois ans et d'une interdiction d'exercer toute activité en contact avec des mineurs. Le père est condamné à sept mois ferme, mais conserve son autorité parentale.

Laurent Rigaux



« Je viens du centre-ville de Strasbourg pour faire mes courses. »
Albert

Destination Kehl-Banhof

La foule se bouscule vendredi 5 mai pour entrer dans la rame à destination de Kehl. Depuis le 29 avril et toutes les 12 à 15 minutes, le tram emmène les habitants de Strasbourg de l'autre côté du Rhin. Ceux-ci y font leurs courses, y prennent le train, s'y promènent ou y travaillent. 2,7 km de voies et deux nouveaux ponts ont été créés pour un budget de 90 millions d'euros. Les voyageurs gagnent 12 minutes sur le trajet Kehl-Homme de Fer, par rapport au trajet en bus 21. Fin 2017, le tram sera prolongé jusqu'à la mairie de Kehl.

**Aurélia Abdelbost
Shaza Madad**



« Je travaille dans un commerce à Kehl. Avant, je prenais le bus. »
Rosa



« Je viens tous les week-ends pour acheter des cigarettes. »
Audrey



« Je suis venue pour m' promener. »
Lusie



« On vient de la Rochesur-Yon pour rendre visite à notre famille. On est là par curiosité. »
Anna et Adam



■ Les joueurs du RC Strasbourg s'encouragent avant le match contre le Havre.

Hugo Lardon / Cuej

Le Racing face à la Ligue 1

Il n'y a pas que sur le terrain que la montée du club de foot strasbourgeois se joue.

C'est la « *remontada* » alsacienne ! Victime de lourds problèmes financiers et tombé dans les oubliettes du niveau amateur en 2011, le Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA), premier au classement de Ligue 2 à deux matches de la fin, est sur le point de retrouver sa place parmi l'élite. Un championnat qu'il n'a plus connu depuis 2008. De nouveaux défis l'attendent avec l'accès probable en Ligue 1.

12 millions d'euros en 2016-2017 : en passant du National à la Ligue 2, le président Marc Keller, arrivé en 2012, a déjà doublé le budget du club. Bien aidé par ses actionnaires locaux, le Racing a ainsi pu assumer des salaires plus conséquents, adaptés à la deuxième division (où la moyenne est de 15 000 euros par mois). Pour le consultant de Canal+ Pierre Ménès, amateur du RCS et proche du dirigeant, cette remontée « *est un peu miraculeuse. C'est le fruit du travail de Marc [Keller]*

12 millions d'euros : le budget du RC Strasbourg.

82 millions d'euros, c'est le budget moyen des clubs de Ligue 1.

qui est quelqu'un de raisonnable. Depuis qu'il est là, le club est plus calme. »

De nouveaux fonds nécessaires

Cette situation financière ne sera peut-être pas suffisante pour être compétitif en Ligue 1. « *Il n'y a pas d'argent pour les transferts. Strasbourg a beau être une ville qui attire plus que Dijon, Guingamp ou Brest, il faudra un investisseur extérieur* », poursuit Pierre Ménès. Car les chiffres de Ligue 1 ont tendance à donner le tournis. Le budget moyen de ces clubs est actuellement de 82 millions d'euros, soit quasiment sept fois plus que l'enveloppe actuelle à Strasbourg. Un championnat où le moins riche est Angers avec ses 25 millions d'euros, tandis que le PSG aligne 500 millions.

En revanche, le RCS ne devrait pas rencontrer d'obstacles concernant l'autorisation par la Direction nationale du contrôle de gestion, le gendarme financier de la Ligue pour intégrer la Ligue 1. « *Ça se passe bien de ce côté-là. Le club a dépassé toutes les prévisions de recettes* », estime Stéphane Heili, chargé de communication au district de football d'Alsace.

Actuellement, le club est principalement financé par des actionnaires locaux, comme Electricité de Strasbourg

et Walter stores et volets. Loin de l'instabilité de l'ère américaine IMG Mac Cormack, le Racing reste attaché à sa région et a redoré son blason. Ceci dit, une montée impliquera une masse salariale en hausse. « *À terme, le RCS veut grandir. Il faudra des fonds, mais Marc Keller a su fédérer. Les Alsaciens sont attachés à la région, donc les investisseurs ne seront sûrement pas chinois ou qatari* », analyse Barbara Schuster, journaliste sportive aux *Dernières nouvelles d'Alsace*. Une allusion à Sochaux et au PSG. « *C'est sûr que Marc Keller veut trouver des fonds. Mais, pour l'année prochaine, ça devrait aller, Strasbourg pourrait avoir une équipe compétitive sans gros investisseur. L'équipe a un bon budget pour la Ligue 2 et les droits télé vont représenter une belle retombée financière.* »

Sur la période 2016-2020, le montant des droits télé est de 748,5 millions d'euros par an. Cet argent est réparti entre les 40 équipes de Ligue 1 et Ligue 2. Une somme fixe est remise au début de la saison, qui s'élevait en 2014-2015 (date du dernier bilan de la Ligue) à plus de 6,5 millions d'euros par club. La moitié de l'actuel budget du Racing. Les droits ayant augmenté depuis, Strasbourg devrait recevoir une

somme plus conséquente. D'autant que l'essentiel des droits TV est réservé aux clubs de Ligue 1 (84 % sur la période 2012-2016). Les autres critères prennent en compte le classement final, la notoriété du club ainsi que son historique. Fin 2016, le président de l'AS Saint-Etienne, Bernard Caïazzo, estimait que le dernier du championnat de Ligue 1 gagnerait au moins 17 millions d'euros.

Changement d'effectif

La remontée du Racing est spectaculaire. Fraîchement promu de National (3^e division), le groupe strasbourgeois joue donc, dès sa première saison, l'accès en Ligue 1. En 2016, le statut professionnel a peine retrouvé, le RCS fait appel aux services de l'entraîneur Thierry Laurey, en provenance du Gazélec d'Ajaccio, dont la montée historique dans l'élite, l'année précédente, avait été largement saluée. Le tout avec un budget de 13 millions d'euros.

Fort de cette expérience, l'entraîneur emmène dans ses valises le défenseur Kader Mangane et l'attaquant Khalid Boutaïb. Ce dernier se révèle au cours de la saison être la bonne pioche. A deux matches de la fin, il comptabilise 19 buts et pointe à la deuxième place du classement des buteurs de deuxième division.

En dominant la Ligue 2, le Racing a démontré qu'il s'agit d'« une équipe qui a des capacités en attaque. C'est quelque chose qui fait la différence en haut comme en bas du classement. En Ligue 1, des équipes qui ne marquent pas, comme Caen et Bastia, sont en bas », selon Pierre Ménès. Le staff, lui, préfère ne pas s'enflammer. « On pense seulement aux matches qui arrivent. On sait qu'il y a des joueurs en fin de contrat, c'est la première chose que l'on regarde. Mais en tant que coach, je n'y pense pas », tempérait ainsi Thierry Laurey. À quelques journées de la fin, lors d'une conférence de presse organisée le 7 mai, il admettait toutefois que « la Ligue 1, c'est l'objectif que les garçons se sont donnés ». Un objectif plus ambitieux qu'au début de la saison où seul le maintien était en ligne de mire.

Si la montée se confirme, le club aura alors tout l'été pour renforcer son

effectif. La plupart des footballeurs n'a jamais connu le haut niveau et de grands bouleversements sont à prévoir. « Des joueurs comme Séka, Liénard ou Grimm n'avaient jamais joué en Ligue 2. Il y a quatre ans, Liénard poussait encore des caddies », relève Barbara Schuster. Le milieu de terrain Vincent Gragnic, 33 ans, peu sollicité cette année, devrait porter un nouveau maillot la saison prochaine. « Je doute qu'il soit gardé. Il n'y a pas de négociation pour l'instant avec le club. On a des offres pour d'autres clubs, ça ne manque pas », lance son agent Christophe Hutteau.

De gros chantiers pourraient se présenter aux Alsaciens. Selon certains observateurs, la défense, notamment la charnière centrale, aura besoin d'être remodelée. Il y a aussi le poste de gardien qui pose question. L'avenir s'annonce plus radieux pour le secteur offensif. Khalid Boutaïb, qui a déjà connu la Ligue 1, le capitaine Jérémy Blayac ou Baptiste Guillaume, prêté par Lille, tiendraient la maison.

Remise aux normes

S'il monte, le Racing va sans doute devoir rénover son stade. L'enceinte de la Meinau a bénéficié l'an dernier d'une remise aux normes de la Ligue 2 imposées par la Ligue de football professionnel (LFP). En cas d'accession en Ligue 1, cela « va obliger la collectivité à moderniser le stade, à l'adapter aux grandes compétitions internationales », à en croire le représentant du district d'Alsace Stéphane Heili. Parmi les exigences

Champion de France National 2016



Champion de France CFA 2013



Coupe de la Ligue 1997 / 2005



Coupe de France 1951 / 1966 / 2001



Champion de France Ligue 1 1979



Champion de France Ligue 2 1972 / 1977



à remplir : amélioration du confort des places, des dispositifs lumineux, de la sono, de l'accueil presse ou encore la mise à disposition d'espaces VIP.

La Ville, propriétaire de l'enceinte, n'a pas souhaité se prononcer avant l'officialisation de la montée. Une étude pour agrandir de 6 000 places la capacité du stade serait néanmoins en projet.

À cela s'ajoute la relance du centre de formation. Redevenu amateur avec la descente de 2011, celui-ci aura pour ambition de rivaliser avec les écoles de première division. Aux yeux de Marc Keller, une montée doit s'accompagner d'une bonne formation. À terme, il espère 70 à 80 % de jeunes issus de la région ou des alentours, et qu'une moitié de l'effectif professionnel soit composée de joueurs passés par la formation du club. La dynamique actuelle a d'ores et déjà permis au centre de formation de récupérer son agrément à compter du 1^{er} juillet, et, avec celui-ci, le statut de professionnel. Le Racing dispose également d'une section sportive au lycée Jean-Monnet. « Ça permet de nombreux contrats. Les meilleurs jeunes sont observés », poursuit Stéphane Heili.

L'école strasbourgeoise a déjà su faire ses preuves par le passé. Elle a décroché en 2006 la coupe Gambardella, la Coupe de France réservée aux moins de 19 ans. Les footballeurs en herbe pourront ainsi espérer mettre leurs pas dans ceux de Kévin Gameiro et Morgan Schneiderlin, tous deux issus du centre de formation strasbourgeois.



Les supporters se sont retrouvés vendredi 12 mai au Rhénus à Strasbourg pour suivre le match contre Niort sur écran géant.

Les retombées de la montée

Outre les perspectives propres au club, c'est l'ensemble du football alsacien qui est potentiellement concerné par une montée du RCSA en Ligue 1, en raison du fort attachement local et régional au club. Pour Stéphane Heili, chargé de communication à la Ligue de football d'Alsace, le changement permettra de développer un partenariat accru avec les clubs amateurs. « Les meilleurs joueurs pourraient évoluer vers le Racing Club de Strasbourg afin de préserver l'identité alsacienne, précise-t-il. Il est important que les jeunes puissent se projeter vers un club de haut niveau, s'identifier avec un profil professionnel. » Le statut professionnel du centre de formation acquis,

les jeunes de la région seront plus enclins à venir à Strasbourg. « Cette montée lancera une mécanique vertueuse certes, mais introduira de la concurrence en ce qui concerne les contrats marketing », ajoute Stéphane Heili. La montée du Racing attirera de manière conséquente les sponsors vers Strasbourg, aux dépens des autres clubs de la Ligue Grand Est comme Metz, Nancy et Troyes.

Des investissements nécessaires

L'accès de Strasbourg en Ligue 1 aura évidemment des retombées pour la Ville. L'Eurométropole est propriétaire du stade de la Meinau. L'année dernière, elle avait dû financer l'amélioration des infrastructures

pour la montée en Ligue 2, à hauteur de 1,1 million d'euros. Être en première division entraîne de nouvelles mises aux normes. L'Eurométropole devrait donc logiquement augmenter le prix de location au club pour rentrer dans ses frais.

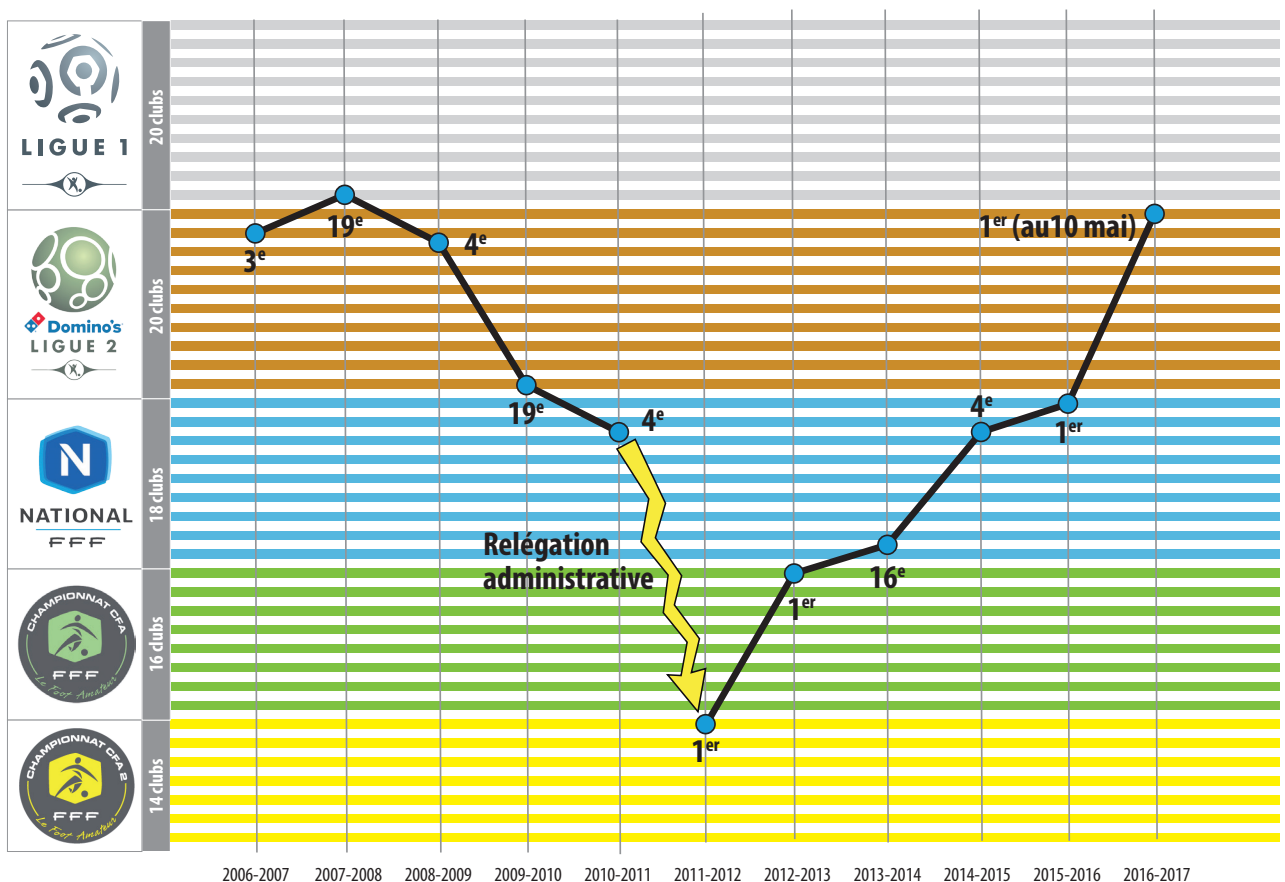
Au-delà de cette rénovation obligatoire, Marc Keller espère sur le long terme des investissements plus importants. L'objectif étant de bénéficier d'un plus grand nombre de places et donc de recettes plus élevées. La collectivité voudra-t-elle investir encore davantage dans cette enceinte alors qu'elle avait refusé en 2011 le projet d'un nouveau stade pour l'accueil de l'Euro 2016 ? Tout dépendra sans doute des résultats sportifs et de l'analyse des retombées économiques.

82 000

footballeurs sont licenciés à la Ligue de football d'Alsace.

Les hauts et les bas du RCSA

Évolution du classement du Racing sur les dix dernières années





Enthousiasme mesuré en tribune

En cette fin de saison, les supporters ont toutes les raisons de se réjouir des résultats du RCS. Pourtant, l'engouement est à relativiser pour certains.

Vendredi 28 avril, il est 21h35 et la tribune ouest de la Meinau vibre. Il faut dire que le Racing Club de Strasbourg mène 2 à 0 contre Le Havre et qu'il reste une poignée de minutes à jouer. Strasbourg est en train de conforter sa place de leader du championnat de France de Ligue 2 à trois journées de la fin. Le speaker annonce le nombre de spectateurs présents ce soir : 25 647. Un nouveau record cette saison. Parmi eux, près de 4000 supporters s'agitent dans le kop. « *C'est du jamais vu à Strasbourg* », assure Kevin Just, vice-président du Kop Ciel & Blanc (KCB), l'un des clubs de supporters. Membre depuis 2009, il n'a pas eu la chance de connaître les années fastes du club. Il se souvient de la CFA (championnat de France amateur) il y a cinq ans, où ils n'étaient que 300 dans le kop. Kevin se réjouit de cette ambiance dans la tribune ouest « *à 80% active* ». Inimaginable il y a encore un an. Car le kop était placé en quart de virage nord-ouest et ne pouvait accueillir autant de monde, « *dans les 1500 places* » au maximum.

Un « enthousiasme » à concrétiser

En 2010, la situation du club ne prêtait pas à autant d'engouement. « *Il y avait une vraie inquiétude que le club disparaisse* », explique le président de

la Fédération des clubs de supporters Philippe Wolff. Cette association a pour but de faire le lien entre supporters et dirigeants. Elle comprend les principaux clubs de supporters, dont le KCB ou les Ultra Boys 90. Plus de 700 personnes en font aujourd'hui partie. A l'instar de Kévin qui ressent « *un vrai enthousiasme ces dernières semaines* ». Si l'affluence retrouve les plus hauts niveaux, les clubs de supporters ne le ressentent que légèrement sur leurs inscriptions. La donne pourrait changer en cas de montée en ligue 1 : Philippe Wolff attend une « *forte augmentation si elle se confirme* ».

Pourtant, ces deux dernières saisons le KCB a vu son nombre de membres rester stable (autour de 110) malgré les montées successives. Constat partagé au CCS Allez Racing (Club central des supporters), le plus ancien club de supporters du RCSA né en 1953. Son président l'explique pour une raison. Lors de la saison 2012-2013, le club avait offert une réduction sur l'abonnement pour toute personne prenant une carte de membre à un club de supporters. Cela avait fortement dopé le nombre d'adhérents. Cet avantage n'a pas été reconduit les années suivantes. Le CCS, qui avait atteint les 350 membres cette année-là, n'en possède plus que 78 aujourd'hui. Même si ces derniers jours, il a reçu « *des*

demandes d'adhésions de personnes qui n'avaient jamais été encartées ».

La convivialité en voie de disparition

Thomas Trur est à la fois heureux et mélancolique par rapport à l'évolution du club ces dernières saisons. A ses yeux, le RCS serait passé « *d'un club ouvert, accessible, populaire* » au « *foot business où l'on instaure des barrières* », à l'image de celles installées cette année sur les terrains d'entraînement. Il accuse même les dirigeants : « *Depuis qu'ils ont reconquis le public, ce n'est plus leur priorité* ». Pourtant le déplacement du kop du quart de virage à la tribune ouest entière a représenté un manque à gagner de 300 000 € car le nouvel aménagement aurait fait perdre des places assises, selon le club. Les dirigeants font, en outre, des réunions régulières avec la fédération, précise Philippe Wolff. Le CCS n'en fait cependant pas partie.

Thomas Trur redoute également l'augmentation du prix des abonnements et l'arrivée des personnes qu'il surnomme les « *footix* », c'est-à-dire « *ceux qui viendront voir Paris parce que c'est Paris et qu'il y a Cavani* ». D'après lui, « *Marc Keller a été bon dans la gestion, le retour des actionnaires* » mais pour certains supporters, la convivialité des années en amateur en a pris un coup.

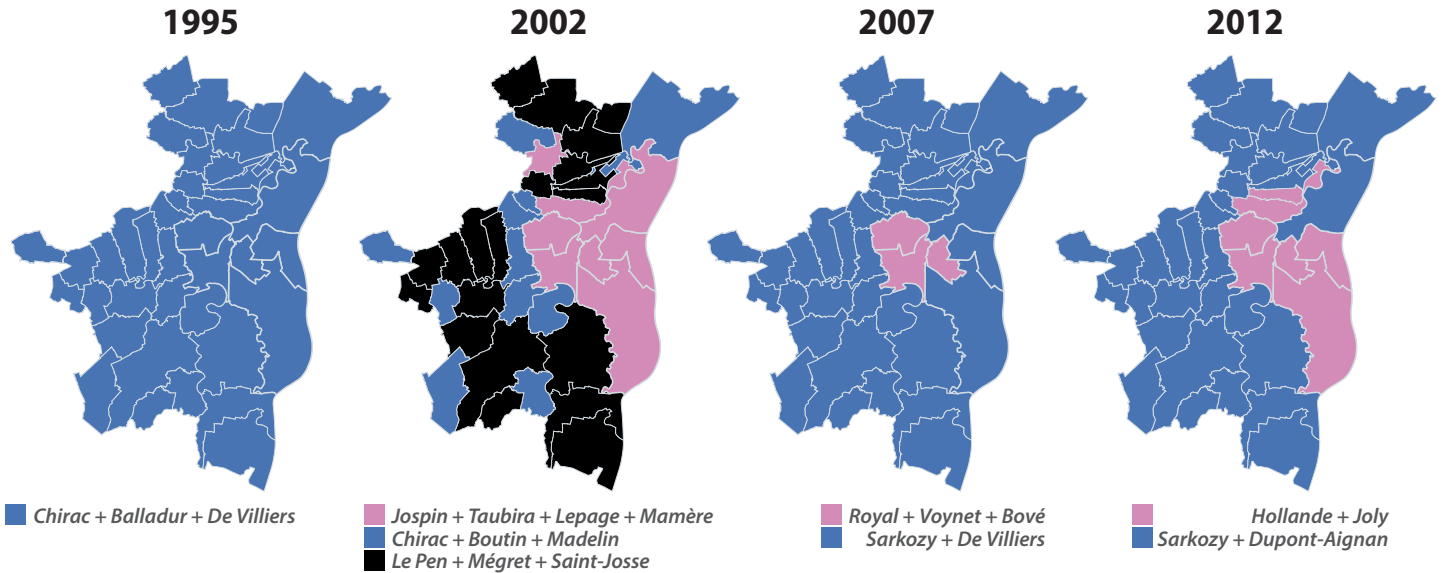
30

millions d'euros : c'est le budget estimé par Marc Keller si le club monte en Ligue 1. Avec une augmentation du nombre de places à la Meinau, le budget total pourrait, selon lui, atteindre les 40 ou 45 millions.

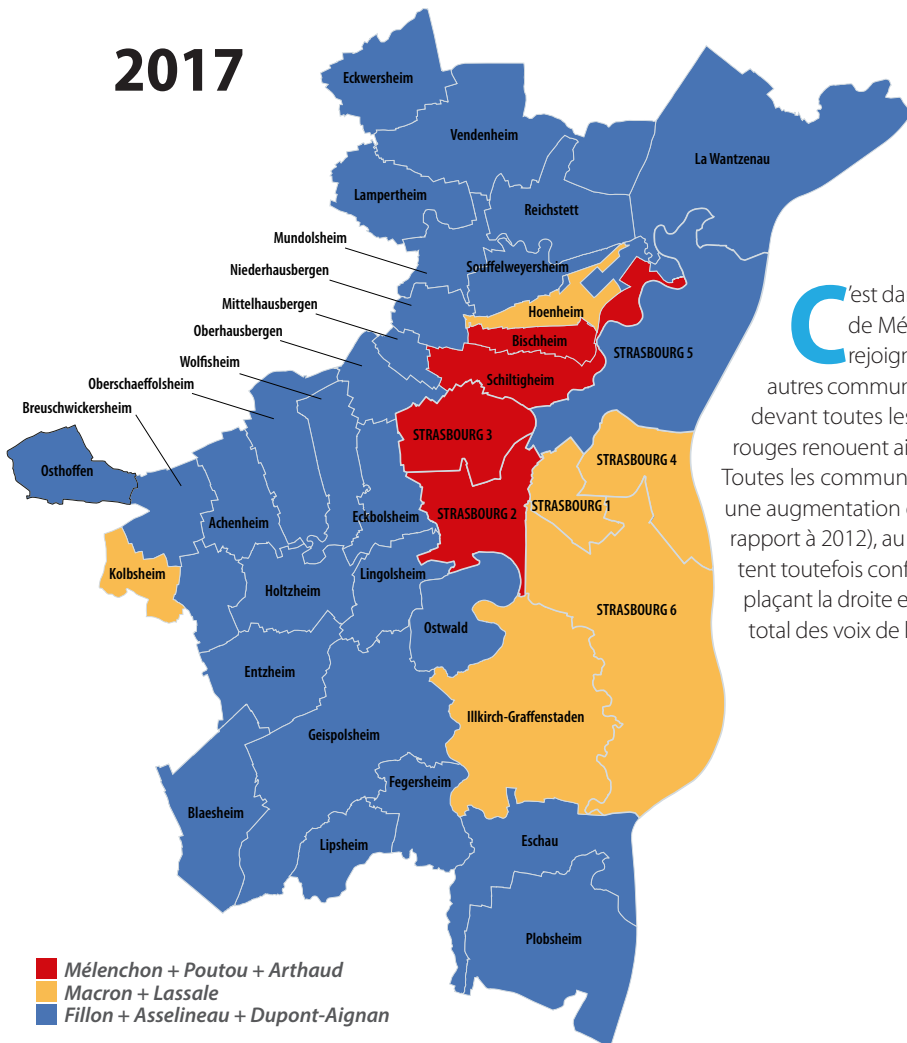
Dossier réalisé par Arthur Blanc, Maxime Bossonney, Vickaine Csomporow, Hugo Laridon et Victor Noiret

Le retour des banlieues rouges

Bloc politique arrivé en tête au premier tour des dernières élections présidentielles.



2017



C'est dans les quartiers ouest de Strasbourg que la poussée de Mélenchon en 2017 est la plus spectaculaire. Ceux-ci rejoignent Schiltigheim et Bischheim, qui au contraire des autres communes, ont placé le bloc Mélenchon, Poutou et Arthaud devant toutes les autres forces politiques. Les anciennes banlieues rouges renouent ainsi avec leur passé ouvrier. Toutes les communes de l'Eurométropole (EMS) enregistrent en 2017 une augmentation des votes en faveur de l'extrême gauche (+ 9% par rapport à 2012), au détriment du PS qui recule partout. La plupart restent toutefois conformes à leur comportement électoral classique en plaçant la droite en tête. À Kolbsheim, Macron devance d'un point le total des voix de la droite républicaine.

**Aurélia Abdelbost
 Laurent Rigaux**

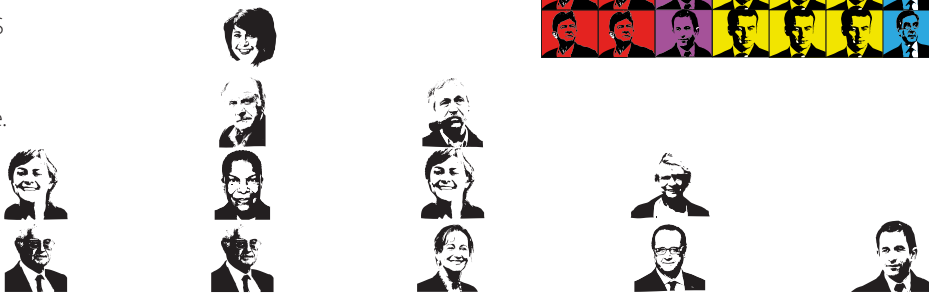
La dégringolade du PS

Au 1^{er} tour de la présidentielle de 2017, sur 100 électeurs strasbourgeois, 10 seulement ont voté pour le candidat PS.

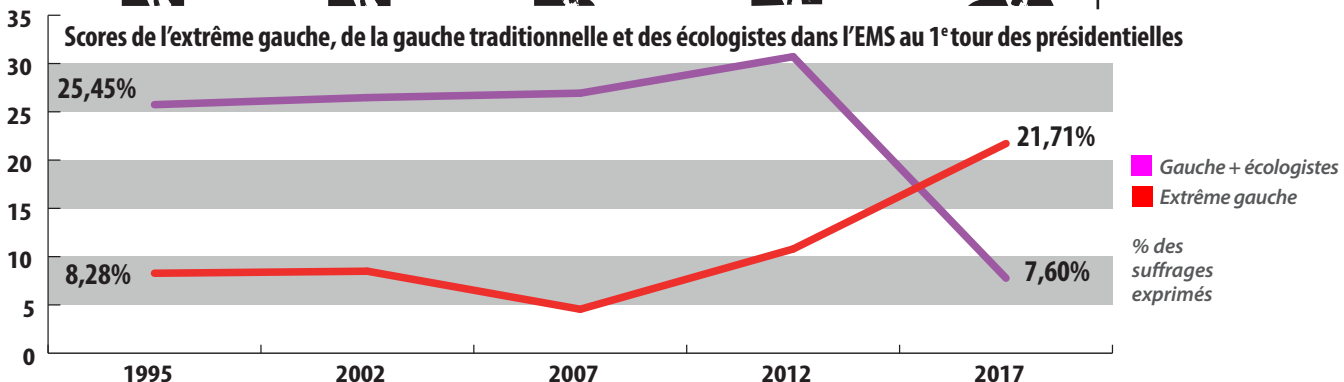


Divers

L'extrême gauche a profité de la chute spectaculaire du PS dans l'ensemble des communes de l'Eurométropole.

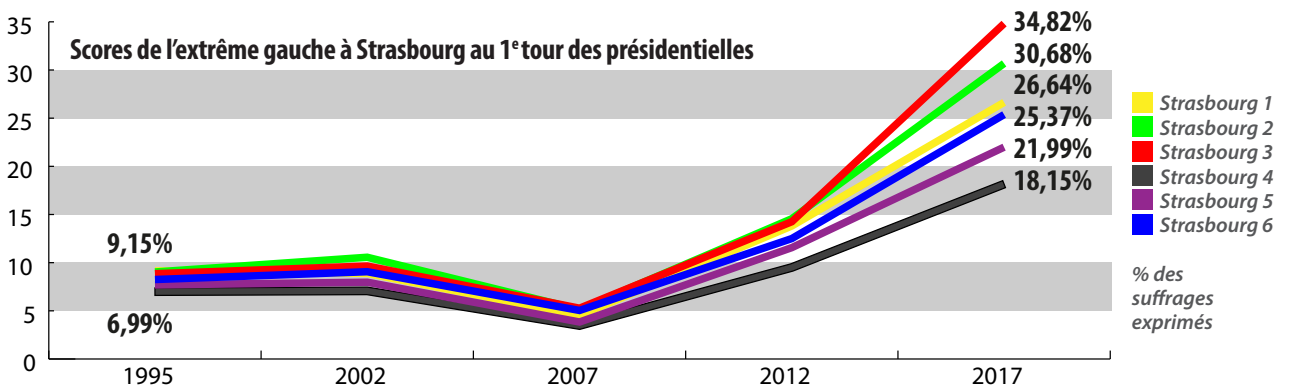


Candidats du bloc gauche + écologistes



Candidats du bloc extrême gauche

Après avoir voté durant les 20 dernières années dans les mêmes proportions pour l'extrême gauche, les cantons de Strasbourg se différencient nettement en 2017. S'ils progressent dans tous les cantons, Mélenchon, Poutou et Arthaud n'arrivent en tête que dans les quartiers ouest.



L'atelier du fantastique

Maquillages, décors imaginaires et autres effets spéciaux sont les domaines d'activité de Franck Dubois et Daniel Weimer, fondateurs d'Accurate Dream.

Comme seule indication, une étiquette sur la boîte aux lettres. Passé le portillon, au bout d'une allée étroite, un escalier conduit à un duplex peu commun, où les visiteurs sont accueillis par des masques et de troublants bustes en plâtre. Maquillages monstrueux, personnages de fantaisie et décors de science fiction sont confectionnés à la Meinau dans cet atelier fantastique, 22 rue du Maréchal Lefebvre. Cet univers sort tout droit de l'imagination de Daniel Weimer, 27 ans, et Franck Dubois, 26 ans. Allemand pour le premier, Strasbourgeois pour l'autre, ils ont choisi la capitale alsacienne pour installer en 2015 leur entreprise, Accurate Dream.

La société a vite trouvé ses marques. Elle collabore avec Dooze et Little Red Door, des salles d'Escape game (jeux d'évasions grandeur nature). « Ils sont passionnés par ce qu'ils font. C'est ce qui fait leur différence », confie Alexis Personné, l'un des créateurs de Little Red Door ouverte début avril. « Ils assurent un suivi de leurs décors et c'est important. On collabore actuellement avec eux pour l'ouverture de notre prochaine salle. »

Des films et des attractions

Le bouche-à-oreille leur a rapidement ouvert des portes. Dans le cadre du docu-fiction d'Arte « 18 », consacré à la Première Guerre mondiale, Franck Dubois et Daniel Weimer ont travaillé sur des armes à feu en latex avec le loueur d'accessoires de cinéma Ciné Régie à Strasbourg. « C'est la seule société dans le secteur et c'est toujours valorisant de faire travailler des collègues du monde du cinéma qui sont en plus nos voisins », constate Michaël Gojon-dit-Martin, créateur de Ciné Régie. Des petites productions télévisuelles locales ont aussi fait appel à leur savoir-faire comme Synovie, qui a financé le film d'horreur en langue alsacienne *E Elsassisches Axt-Massaker*. Mais leur plus gros contrat reste leur



■ Franck Dubois (à gauche) et Daniel Weimer (à droite) comptent se développer tout en restant à la Meinau.

participation aux spectacles *Star Wars* de Disneyland Paris.

Les deux entrepreneurs se sont rencontrés alors qu'ils étaient étudiants. Formé à l'école de maquillage Métamorphose à Strasbourg, Daniel Weimer s'est spécialisé dans les effets spéciaux. « J'avais envie de découvrir l'envers du décor. J'adore l'idée de tout fabriquer moi-même, j'ai donc voulu faire de cette passion mon métier. » Laurent Zupan, professeur de maquillage, se souvient et ose le cliché : « Daniel prend toujours son travail au sérieux. Le fait qu'il soit Allemand apporte une rigueur germanique à son travail. »

Franck Dubois, quant à lui, s'occupe de la gestion et de l'administration de leur société. Après des études en biologie, il s'est vite intéressé au managagement. Ses passages à McDonald, New Look et Carrefour lui ont permis d'observer le modèle économique des grandes entreprises – modèle qu'il a ensuite adapté au standard artisanal d'Accurate Dream.

Du manuel et de l'artisanal, pas de numérique : tel est le credo d'Accurate Dream. Pas de soutiens extérieurs non plus. « On n'a pas eu d'aide financière ni de subvention. » Partis de rien, ils ont

aménagé leur atelier avec des meubles récupérés dans la rue ou chez leurs amis.

L'horizon se dessine à l'Est

Franck Dubois croit en un « futur fleurant ». Le prochain objectif : créer un pôle de collaborations en employant différents artisans, dans d'autres domaines, comme l'ébénisterie ou la peinture. « On a autant besoin de personnes issues d'écoles d'art que d'ingénieurs, d'artisans ou de maquilleurs. » C'est le cas de Chloé Ferrier, 25 ans, qui sort de la même école que Daniel Weimer. Elle aide actuellement les deux créateurs à réaliser des fausses armes et des décors. « Travailler avec Daniel est un plus pour moi car je peux apprendre de nouvelles techniques sur d'autres matériaux. »

Pas question de déménager : « Le pôle restera à Strasbourg, cela nous donne une visibilité internationale ». De là, la société peut élargir ses horizons vers l'Europe de l'Est, où ont lieu de nombreux tournages de séries et de films, comme la série *Game of Thrones*. « On ne veut pas sortir de l'Europe. Ce qu'on veut, c'est vendre du rêve. » Accurate Dream ou un rêve défini.

Maxime Bossonney
Camille Langlade

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin

CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :

Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Stéphanie Peurière

RÉDACTEURS EN CHEF :

Arthur Blanc
Anne Mellier

ICONOGRAPHIE :

Laurent Rigaux

RÉALISATION :

Aurélia Abdelbost
Shaza Almadad
Arthur Blanc
Maxime Bossonney
Paul Boulben
Laurie Colinet
Vickaine
Csomporow
Baptiste Decharme
Camille Langlade
Hugo Laridon
Anne Mellier
Victor Noiret
Laurent Rigaux
Romane Viallon

PHOTO DE UNE :

Hugo Laridon

MAQUETTE :

Daniel Muller

IMPRESSION :

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.